



**Vitesse.** Cette lettre présente des informations plutôt encourageantes. Les Groenlandais semblent prêts à renoncer à des ressources minières de premier ordre pour préserver l'environnement. Le plan du président Biden constitue, au premier abord, une rupture avec la politique menée par les États-Unis depuis plusieurs décennies. Avec la COVID-19, la sensibilité des entreprises à la RSE s'accélère. Les investisseurs engagés se saisissent avec plus de détermination des questions du racisme et des inégalités dans l'entreprise. Au Canada, en Suède et ailleurs, les peuples autochtones se mobilisent de plus en plus pour protéger leurs territoires traditionnels (et la planète) des projets industriels et scientifiques hasardeux... En marge de cette lettre, on retient aussi [l'engagement](#) et l'appel de plusieurs sociétés – à travers IDH, the Sustainable Trade Initiative – à prendre des mesures en faveur de salaires décents, y compris dans leurs chaînes d'approvisionnement. Cette démarche est déterminante et constitue un prérequis incontournable à un monde plus durable. Mais cette bonne intention est également un serpent de mer. Elle demande à être vérifiée dans les faits et, si possible, sans qu'il faille attendre la prochaine génération.

## CONTEXTES

### Élections : biodiversité, Groenland, mines

#### Au Groenland, le parti opposé à un projet minier remporte les élections

Le Groenland est un territoire constitutif du royaume du Danemark. Toutefois, il jouit d'une très large autonomie, notamment dans le contrôle de ses ressources. Cette grande région (quatre fois la superficie de la France) est peuplée de moins de 57 000 habitants. Mais le réchauffement climatique alimente les convoitises pour l'exploitation de ses importantes ressources minières. À la suite d'un vote de défiance à l'encontre du gouvernement de coalition social-démocrate au sein du parlement local (Inatsisartut), des élections anticipées se sont tenues le 6 avril. **Le sort d'un projet d'exploitation du gisement de terres rares et d'uranium, situé à Kvanefjeld dans le sud de l'île, était l'un des enjeux majeurs du scrutin.**

Lors de la campagne électorale, le parti Inuit Ataqatigiit a milité contre ce projet qui présente de graves risques environnementaux. Le parti de centre-gauche Siumut y était, quant à lui, favorable. **Avec 36,6 % des voix, l'Inuit Ataqatigiit est arrivé en tête des élections** devant le Siumut (30 %). Il a décroché 12 sièges sur 31 et va engager des pourparlers pour former un gouvernement de coalition. Le nouveau gouvernement devra déterminer le sort du projet minier, dont la licence est détenue par la société australienne Greenland Minerals qui possède pour principal actionnaire l'entreprise chinoise Shenghe Resources, spécialisée dans les terres rares. Le parti Inuit Ataqatigiit devra aussi rassurer la communauté minière mondiale quant à l'avenir de futurs projets miniers éventuels s'il s'avérait qu'ils ne présentaient pas les mêmes risques environnementaux.

### Législations : climat, États-Unis

#### La moitié du plan Biden sur les infrastructures pourrait concerner la transition écologique

Même s'il n'est pas tout à fait le Green New Deal attendu par certains, le plan de financement des infrastructures (baptisé [The American Jobs Plan](#)) annoncé, le 31 mars, par le président américain Joe Biden devrait faire bouger les lignes. Le projet n'a pas été dévoilé dans tous ses détails, mais il semblerait qu'environ la moitié des **quelque 2 300 milliards de dollars** qui seront investis au cours de

la décennie iront à des secteurs qui entrent dans le champ du changement climatique, de l'énergie propre et de la justice environnementale, et seront créateurs d'emplois.

Près de 213 milliards de dollars seront consacrés à la création, la préservation et la rénovation de plus de **2 millions de logements abordables et durables**, avec un accent particulier sur les collectivités mal desservies. L'amélioration de l'efficacité énergétique et de la résilience des écoles et des bâtiments fédéraux sera également comptée dans l'enveloppe. **L'électrification du système de transport** bénéficiera de 174 milliards de dollars : incitations fiscales pour encourager les conducteurs à passer aux véhicules électriques, création d'un réseau national de 500 000 chargeurs électriques d'ici 2030, électrification de la flotte fédérale, de 50 000 véhicules de transport en commun et d'au moins 20 % du parc d'autobus scolaires, etc. Environ 100 milliards de dollars seront affectés aux **infrastructures électriques** qui devront être accompagnées d'une norme d'efficacité énergétique et d'électricité propre afin d'atteindre 100 % d'électricité décarbonée d'ici 2035. Le plan Biden prévoit également de soutenir les efforts des technologies (contestées) de séquestration du carbone à grande échelle.

Parmi les autres mesures, on note que 50 milliards de dollars seront consacrés à l'amélioration de la **résilience du réseau électrique, des systèmes alimentaires et de santé, des infrastructures urbaines et de transport**. Une partie de ce montant ira à la restauration des terres, des forêts, des ressources côtières et océaniques, des zones humides et des bassins versants. Le plan comprend aussi de multiples initiatives visant à réduire les inégalités et à **aider les communautés défavorisées**, y compris celles qui dépendaient des combustibles fossiles ou qui ont été touchées par la pollution locale. Ainsi, 16 milliards de dollars sont prévus pour colmater les puits de pétrole et de gaz abandonnés et réaménager les anciennes mines de charbon, de roche massive et d'uranium. L'administration Biden espère que cette proposition sera adoptée par le Congrès cet été.

Parallèlement, Janet Yellen, la secrétaire au Trésor américaine, a publié le 7 avril les détails de son plan fiscal « Made In America ». Ce programme revendique de **mettre un terme à la course vers le bas des taux d'imposition sur les sociétés** qui prévaut dans le monde. Il envisage d'augmenter le taux domestique de 21 % à 28 % et de remplacer les subventions aux entreprises de combustibles fossiles par des incitations à la production d'énergie propre. L'élimination des subventions pourrait accroître les recettes fiscales de plus de 35 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. Ce projet vise également à ce que les grandes puissances économiques s'accordent pour introduire un taux d'imposition minimum sur les sociétés à 21 % à l'échelle mondiale.

## Rapports : droits humains, monde

### Amnesty International note quelques avancées sur le plan des droits humains en 2020

L'association Amnesty International a publié le 7 avril son nouveau [rapport](#) sur *La situation des droits humains dans le monde*. Si la pandémie de coronavirus a aggravé les inégalités et provoqué une forte détérioration de la condition des plus vulnérables, l'ONG a aussi relevé des avancées significatives. Ainsi, dans le monde, **les manifestations contre les inégalités raciales** ont abouti à des pressions sur les décideurs pour qu'ils agissent et ont apporté des changements (réformes des politiques policières et récoltes de fonds pour lutter contre les inégalités raciales). **Les litiges climatiques** ciblant les gouvernements et les entreprises afin qu'ils interviennent pour réduire les émissions de GES ont augmenté de manière significative. De nombreux pays ont pris la décision de **renforcer les lois sur les violences faites aux femmes** alors que la pandémie a alimenté la violence domestique dans le monde entier. Au Qatar, les règles exigeant que les travailleurs migrants obtiennent la permission de leur

employeur pour changer de métier ont été abolies et un nouveau salaire minimum universel a été introduit. Les pays de la région sont de plus en plus sous pression pour que les **systèmes de parrainage** soient supprimés.

---

## OUTILS, ANALYSES

---

**Études : biodiversité, Amérique latine.** L'organisation MAAP for U.S.-based Amazon Conservation a analysé des données satellitaires fournies par l'université du Maryland permettant d'observer l'évolution de la forêt amazonienne. Le 7 avril, elle a publié un [rapport](#) qui indique qu'en 2020, **la déforestation a augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente**. Environ 2,3 millions d'hectares de forêt primaire ont disparu dans les neuf pays couverts par la forêt amazonienne. C'est la troisième plus importante perte de couvert forestier depuis le début des années 2000.

### Études : management

#### La COVID-19 renforce les engagements en matière de développement durable

La banque ING a réalisé une [enquête](#) sur la sensibilité des dirigeants des grandes entreprises et des investisseurs à l'égard des valeurs ESG (environnement, social, gouvernance). Cette étude fait ressortir une bonne nouvelle, s'il en est. La COVID-19 semble, en effet, avoir catalysé l'engagement des entreprises. Ainsi, 57 % d'entre elles ont confirmé **leur intention d'accélérer leurs plans environnementaux**, et 62 % ont prévu de lier la rémunération des dirigeants à des objectifs environnementaux cette année (actuellement, moins de 10 % des sociétés interrogées indiquent avoir fixé des objectifs ESG pour le calcul de la rémunération des dirigeants). Par ailleurs, **33 % des entreprises ont placé la santé et le bien-être de leurs salariés parmi leurs priorités absolues**, devant l'innovation dans une « offre verte » (32 %), la gestion durable de leur chaîne d'approvisionnement (31 %) et la réduction de leur empreinte carbone (30 %). De leur côté, les investisseurs intensifient leurs efforts pour filtrer les portefeuilles contre les risques liés au climat. Ainsi, **74 % d'entre eux ont relevé leurs engagements afin d'aligner leurs portefeuilles sur l'accord de Paris**, et 72 % se sont davantage concentrés sur l'investissement ESG. Par ailleurs, plus de 80 % des entreprises interrogées s'attendent à ce que les gouvernements introduisent de nouvelles politiques qui les forceront à se focaliser sur l'amélioration des aspects sociaux de la chaîne de valeur, tels que l'accès aux soins et à la santé (une perspective qui mériterait d'être anticipée dans les faits). Si cette accélération d'une prise de conscience par les acteurs économiques et financiers de l'importance de prendre en compte les enjeux ESG est une bonne nouvelle, cette prise de conscience doit désormais se concrétiser par une mise œuvre rapide à la hauteur de l'urgence.

---

## ENGAGEMENT

---

### Autochtones : déchets, Canada, mines

#### Des autochtones canadiens s'opposent à un site d'enfouissement sur leur territoire traditionnel

Le peuple Attawapiskat est l'une des nations Cri résidant dans l'Ontario (Canada). Il a fait part, le 6 avril, de son inquiétude au sujet du nouveau site d'enfouissement que la **société minière sud-africaine De Beers** (filiale du groupe britannique Anglo American) envisage de créer sur le site de son ancienne mine de diamants Victor dans une zone humide vulnérable des basses terres de la baie James. Cette décharge serait alimentée par les déchets de démolition de la mine. Ce territoire a une importance capitale pour la subsistance de la communauté. **Depuis des millénaires, le site est aussi considéré**

**comme un endroit culturel et spirituel par la Première nation.** Pour Jack Linklater, membre du conseil des Attawapiskat, il est inconcevable qu'une autre catastrophe comme celle qui a eu lieu à Juukan Gorge en 2020 en Australie se produise sur leur territoire traditionnel. Juukan Gorge était un site sacré aborigène, vieux de plusieurs dizaines de milliers d'années, détruit par la société minière Rio Tinto en mai 2020 ([voir IE](#)). Cette affaire avait conduit le directeur général de Rio Tinto et d'autres hauts dirigeants à démissionner en septembre 2020, et son président à ne pas briguer un nouveau mandat en mars de cette année. De plus, les Attawapiskat précisent que De Beers a sollicité un volume d'enfouissement de 97 000 m<sup>3</sup>, juste sous le seuil de 100 000 m<sup>3</sup> qui rend obligatoire la conduite d'une évaluation environnementale complète en vertu de la loi ontarienne.

### Autochtones : GES, Suède

#### **La Suède renonce à mener une expérimentation « effrayante » dans la stratosphère**

Le changement climatique mobilise désormais (presque) toutes les énergies, et les projets les plus fous germent dans l'esprit de certains scientifiques ([IE n° 319](#)). Parmi ces projets, le programme SCoPEX (Stratospheric Controlled Perturbation Experiment) a été lancé en 2019 par des chercheurs de l'université de Harvard. Cette expérimentation de géo-ingénierie solaire vise à libérer un volume contrôlé de particules dans la stratosphère. **Ces particules réfléchiraient alors une très petite fraction de la lumière du soleil dans l'espace.** Pour obtenir une idée précise de la réaction de la stratosphère et du système climatique, les chercheurs ont besoin d'observations de terrain. Mais ce projet et ces expériences sont combattus par certains scientifiques, qui les qualifient d'effrayants, ainsi que par les organisations écologistes.

Pour ses détracteurs, cette technologie est très risquée. **Elle est susceptible de produire des conséquences extrêmes** qui pourraient modifier les cycles hydrologiques, perturber le schéma des moussons, augmenter la sécheresse et faire oublier que le plus important reste de réduire les émissions de GES. **Des communautés locales, comme les Sámis (un peuple autochtone du nord de la Scandinavie), s'opposent aussi à ce projet.** Ainsi, sous la pression de cette communauté, l'agence spatiale suédoise a annoncé le 31 mars qu'elle annulait le test technique qu'elle avait envisagé et consistant à lancer un ballon à haute altitude près du cercle arctique. Ce test ne prévoyait la libération d'aucune particule dans la stratosphère, mais devait vérifier les instruments de communication et d'autres systèmes et tester le pilotage du ballon. Quoi qu'il en soit, les Sámis considèrent la décision de l'agence spatiale suédoise comme une victoire. De son côté, Åsa Larsson Blind, vice-présidente du Conseil des Sámis, a déclaré dans un communiqué que de telles solutions technologiques étaient *« totalement contraires à ce que nous devons faire maintenant : nous transformer en sociétés zéro carbone en harmonie avec la nature »*.

### Actionnaires : égalité, santé-sécurité, États-Unis

#### **Aux États-Unis, les investisseurs abordent les questions du racisme systémique et de la COVID-19**

Les organisations américaines As You Sow, Sustainable Investments Institute et Proxy Impact ont publié leur nouveau [rapport](#) sur les projets de résolution relatifs à des sujets liés au social, à l'environnement et à la durabilité déposés en vue des assemblées générales des sociétés américaines. Le nombre de ces résolutions demeure à un niveau très élevé (435).

Comme nous pouvions nous y attendre ([IE n° 336](#)), la diversité a pris toute la place. Après la mort brutale de [George Floyd](#) aux États-Unis et les événements qui l'ont suivie, les investisseurs ont, notamment, intégré **la question du racisme systémique et le rôle joué par les entreprises dans le**

**maintien des inégalités raciales.** Les années précédentes, nous avons relevé des résolutions ponctuelles axées sur des problématiques telles que la discrimination des employés. Désormais, nous assistons à un profond mouvement pour lutter contre le racisme structurel qui s'exprime sous de multiples formes (octroi de prêts bancaires, accès à la santé, qualité de l'environnement...). Nous notons aussi une évolution sur le thème de la diversité. Le nombre de résolutions (69) réclamant aux entreprises de **divulguer des chiffres réels sur la diversité des employés et des cadres supérieurs plutôt que de simples engagements** a donc doublé par rapport à 2020.

La COVID-19 s'est également invitée aux assemblées générales outre-Atlantique. Ainsi, des projets de résolution ont été déposés à l'ordre du jour des assemblées des laboratoires [Pfizer](#) et [Johnson & Johnson](#) qui se dérouleront le 22 avril prochain. Les actionnaires leur demandent d'expliquer comment **les soutiens financiers publics qu'ils ont obtenus** (pour eux-mêmes ou pour leurs partenaires commerciaux) pour le développement et la fabrication d'un vaccin ou d'un traitement contre la COVID-19 sont ou seront pris en compte lors des décisions qui déterminent l'accès à ces produits, telles que la fixation des prix. De plus, les investisseurs ont exprimé leur mécontentement quant aux efforts déployés par les entreprises pour **protéger leurs salariés de la COVID-19**. Les fonds de pension de la ville de New York, par exemple, ont déposé un projet de résolution appelant Amazon à être plus transparent sur les efforts engagés par la société pour atténuer les risques de santé liés au coronavirus.

**Associations : droits sociaux fondamentaux, justice, France, Corée du Sud, électronique.** Le 17 avril 2019, Samsung France avait été mis en examen pour « *pratiques commerciales trompeuses* ». Cette décision faisait suite à plusieurs plaintes déposées par les associations Sherpa et ActionAid France entre 2013 et 2018 ([IE n° 305](#)). Les ONG pointaient du doigt une communication institutionnelle de la part du groupe sud-coréen en décalage avec la réalité observée sur le terrain en matière de droits sociaux fondamentaux. Le 9 avril, les deux associations ont annoncé que **leur plainte a été jugée irrecevable**, Samsung ayant fait valoir que les ONG ne disposaient pas de l'agrément pour déposer une plainte pour pratiques commerciales trompeuses. Les deux organisations dénoncent « *un contexte de plus en plus restrictif pour l'action des associations qui combattent l'impunité des multinationales* » et se pourvoient en cassation. Rappelons que l'association de consommateurs UFC-Que Choisir a également porté plainte contre Samsung pour les mêmes motifs le 10 septembre 2020 ([IE n° 340](#)).

**Syndicats : droit syndical, États-Unis, distribution.** Les élections en vue d'instaurer le premier syndicat dans une unité d'Amazon aux États-Unis (Bessemer, Alabama) se sont achevées le 29 mars. Malgré une forte mobilisation de soutien internationale, y compris de la part des milieux financiers ([IE n° 339](#)), **les partisans de la mise en place d'un syndicat ont largement perdu le scrutin** (738 salariés se sont exprimés en faveur de l'implantation d'un syndicat et 1 798 ont voté contre). Cette défaite ne décourage cependant pas les organisations syndicales et les salariés qui continuent à se mobiliser pour un renforcement de leurs droits au sein du groupe ([voir IE](#)).

**Associations : droits et libertés, justice, France, TIC.** L'association [None Of Your Business](#) (NOYB) a annoncé le 6 avril qu'elle avait déposé une nouvelle **plainte auprès de la Cnil** (Commission nationale de l'informatique et des libertés) à l'encontre de la société Google. NOYB reproche à Google d'avoir installé sur ses appareils Android un identifiant unique qui permet d'analyser le comportement des utilisateurs et de leur envoyer des publicités ciblées. Or, les utilisateurs ne peuvent ni s'opposer à l'attribution de cet identifiant ni le supprimer.

**Diversité : Suède, automobile****Volvo Cars met en place une politique familiale pour ses salariés... dans le monde**

La Suède est le pays européen qui accorde le plus grand nombre de jours de congé aux jeunes parents : 240 jours à chacun d'entre eux. Le 30 mars, le groupe suédois Volvo Cars (qui appartient au constructeur chinois Zhejiang Geely Holding Group) a été plus loin en annonçant qu'il instaurait une politique parentale (« *Family Bond* ») qui alloue un congé payé de 24 semaines à tous les jeunes parents **salariés de l'entreprise dans le monde**, quel que soit leur sexe et ayant au moins un an d'ancienneté. La mesure est applicable depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021. Lorsque la législation locale est plus avantageuse (comme en Suède), c'est cette dernière qui prévaut. Cette politique s'adresse aux parents légalement enregistrés, y compris aux parents adoptifs, aux parents d'accueil ou de substitution et aux couples de même sexe. Les salariés éligibles percevront 80 % de leur salaire de base. Pour Hanna Fager, en charge des ressources humaines du groupe, cette décision permettra de réduire l'écart entre les sexes et de doter la société d'une main-d'œuvre plus diversifiée, ce qui améliorera les performances et renforcera l'entreprise.

**Ressources : océans, mines****De grandes entreprises s'engagent à ne pas utiliser de minéraux issus des grands fonds marins**

La croissance de la demande en ressources naturelles et la rareté de certains minéraux clés pour la fabrication des batteries (cobalt, cuivre, nickel, manganèse...) poussent toujours plus loin les limites en matière d'exploration et d'exploitation minières, et ce, malgré les appels à la sobriété. Les [grands fonds marins](#) constituent une nouvelle frontière. **Mais les connaissances actuelles ne permettent pas d'apprécier les risques environnementaux** liés à ces opérations, comme l'a confirmé, dans un récent [rapport](#), l'organisation environnementale WWF. De nombreuses associations et personnalités ont appelé à un moratoire mondial sur l'exploitation des fonds marins pour s'opposer aux messages de l'industrie minière qu'ils estiment erronés. Le 31 mars, WWF a annoncé que Google, BMW, Volvo et Samsung SDI étaient les premières sociétés à avoir exprimé officiellement leur soutien à cet [appel](#). Ainsi, **ces entreprises se sont engagées à exclure de leurs chaînes d'approvisionnement les minéraux issus des eaux profondes et à ne pas financer les activités minières des grands fonds marins** tant que les alternatives (réduction de la demande de métaux primaires, transition vers une économie des matériaux en boucle fermée et économe en ressources, développement de pratiques minières terrestres responsables) ne seront pas suffisamment traitées.

---

---

## Bulletin d'abonnement

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

ORGANISATION/SOCIETE	
NOM/PRENOM	
ADRESSE	
CODE POSTAL/VILLE	

Adressez vos commandes d'abonnement à :

CFIE, 19 rue des Trois Frères – 75018 Paris